

Lettre n°19/03**Défense : l'Europe impuissante**

Isolés, les pays européens seront rapidement dominés stratégiquement par les grandes puissances. Pour rester indépendants, ils sont condamnés à coopérer. Sont-ils prêts ? Veulent-ils encore peser sur le destin du monde ? Pour ce faire, il est urgent que des pays motivés, dotés de compétences avérées, coopèrent sur des projets stratégiques concrets.

Richesse et faiblesse européennes

« L'Europe puissance » n'existe pas mais chaque État européen peut s'appuyer sur un long et riche passé. Le Danemark, le Portugal, l'Espagne ou la Pologne ont tous été de grandes puissances. Leur histoire millénaire n'a rien de comparable avec celle du Nevada ou de l'Utah. Le modèle américain n'est pas transposable à l'Europe.

Les querelles entre populistes et progressistes semblent dérisoires quand se joue l'indépendance stratégique de chacune de nos nations. Inutile de dénigrer tel ou tel pays ; agir ainsi, c'est créer du ressentiment entre les peuples et faire le jeu des grandes puissances.

Nous savons hélas que les intérêts des États européens divergent souvent, mais il en est d'autres, hautement stratégiques, qui peuvent être communs. Efforçons-nous de les identifier et de rassembler nos forces pour relever les défis et porter une véritable ambition mondiale. Sinon, il est illusoire de croire que nous pourrions conserver notre identité, assurer notre indépendance et participer aux transformations du monde.

Autonomie stratégique

L'exemple de *Galileo* est à cet égard emblématique puisque ce système de localisation, aujourd'hui le plus performant au monde, procure à chaque pays européen une totale indépendance dans le domaine essentiel et en pleine expansion de la géolocalisation. Aucun pays européen n'aurait pu mener seul un tel projet et tous seraient alors restés dépendants du système *GPS* américain, y compris pour ses applications militaires comme ils l'étaient depuis plusieurs décennies.

La dépendance se paie cher et sans doute beaucoup plus que l'indépendance. Ainsi, la France ayant refusé de participer à l'opération militaire en Irak déclenchée en 2003, les États-Unis ont mis sous embargo les pièces de rechange des catapultes (d'origine américaine) du porte-avions *Charles de Gaulle*. Maintenu plus de 6 mois, cette mesure aurait conduit à son indisponibilité opérationnelle !

Rapport de force

Dans le rapport effectué sur le secteur spatial qu'ils ont présenté devant la commission de la Défense, en janvier 2019, MM. Olivier Becht et Stéphane Trompille relèvent : « *pour la surveillance des orbites basses, la France utilise les données d'un catalogue publié par les États-Unis mais on ne peut pas s'y fier totalement : il omet certains appareils américains et certaines données orbitales sont particulièrement floues... C'est pourquoi la France a développé le système de radar GRAVES. Signe de l'importance cruciale de cette capacité: jusqu'à l'entrée en service de GRAVES, les Américains rendaient public ce qui concernait nos satellites militaires ; avec GRAVES, la France étant en position de faire de même pour les satellites américains, les États-Unis ont cessé ces publications.* »

Si dans ce cas précis la France a pu réaliser ce programme, l'importance croissante des satellites d'observation, de communication et d'interception, notamment pour notre Défense, exige des capacités complémentaires satellitaires que la France ne pourra pas financer seule, d'autant qu'il existe de nombreux autres domaines dans lesquels elle révèle d'importantes lacunes. Faut-il rappeler que nous louons des avions de transport de très grande capacité à des compagnies aériennes russes et ukrainiennes pour assurer la logistique d'une partie de nos forces engagées au Sahel dans l'opération *Barkhane* ?

Face aux États-Unis ou à la Chine, la France peut-elle développer seule le système de combat aérien du futur, des capacités de cyberdéfense efficaces, renforcer ses moyens de recherche et d'exploitation du renseignement si ce n'est en multipliant par deux son effort de Défense ? Et quand bien même elle le pourrait, aurait-elle les ressources scientifiques et techniques suffisantes pour travailler dans ces différents domaines stratégiques alors que les Américains sont 5 fois plus nombreux et dépensent pour leur défense plus de 10 fois ce que nous consentons ?

Réagir pour restaurer notre indépendance

Face aux grandes puissances, les États européens qui le veulent doivent mettre en commun certaines de leurs ressources pour développer des capacités stratégiques essentielles. Tirons le meilleur parti de nos cultures distinctes et combinons, sur des projets concrets, nos différents talents, capacités et génies et nous serons supérieurs à nos concurrents.

Concernant nos armées, chaque pays a une culture militaire propre et des domaines d'excellence. C'est autour de ces atouts qu'il faut organiser nos forces. Devons-nous demander aux Baltes et aux Finlandais d'envoyer autant de soldats au Sahel ou en Libye que les Portugais ou les Italiens ? Il vaut mieux prendre en compte la position géographique, la perception des menaces, mais aussi les capacités naturelles, le tempérament et les pôles d'excellence de chacune des nations.

Agir au plus tôt

Il serait erroné de croire que le financement collectif de capacités trop difficiles ou impossibles à posséder au niveau national, permettrait de réaliser des économies. Malgré la crise des gilets jaunes, la France doit en effet tenir l'engagement, qu'elle a pris comme tous les pays appartenant à l'OTAN, de consacrer 2 % de son PIB pour sa Défense en 2025.

En attendant une hypothétique défense européenne, pourquoi ne pas proposer de faire financer dès à présent le surcoût des opérations menées contre les islamistes au Moyen-Orient et au Sahel par les pays qui estiment qu'ils sont un ennemi commun ?

LA RÉDACTION de l'ASAF